



EDITO

Pour la première fois de l'histoire, les Nations Unies viennent d'appeler à une sortie des énergies fossiles. Une recommandation adoptée lors de la Conférence de Stockholm qui s'est déroulée les 2 et 3 juin derniers. Malheureusement, cette saison 2022 des assemblées générales (AG) montre que les grands noms de la finance sont très loin d'amplifier leur action climatique pour y répondre.

Depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015 et leurs premières professions de foi en matière climatique, les acteurs financiers avaient (presque) tout accepté : le reporting ESG, l'évaluation des risques financiers liés au dérèglement climatique, les mesures de restriction au charbon...

Mais aujourd'hui, ils refusent de reconnaître l'impératif de stopper l'expansion fossile. Celui qui fait consensus auprès des plus hautes autorités scientifiques comme le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), énergétiques comme l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et politiques comme les Nations Unies. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants de banques, assureurs, investisseurs, tels que BNP Paribas, AXA et Crédit Agricole/Amundi, ne partagent pas le même avis.

Interpellés pendant leurs assemblées générales sur leurs soutiens financiers à de nouveaux projets pétroliers et gaziers qualifiés de "bombes climatiques", aucun n'a fait preuve d'honnêteté. Face à la hausse de la demande en hydrocarbures, seuls les gouvernements sauraient d'après eux agir et leurs soutiens à l'expansion pétro-gazière seraient une aide aux populations fragilisées par la hausse des prix de l'énergie.

Leurs arguments ne résistent pas à l'analyse. Il ne peut y avoir de justice sociale sans justice climatique. Fatih Birol, directeur de l'AIE, rappelait lui-même il y a peu que ne plus investir dans le pétrole, le gaz et le charbon était non seulement un impératif climatique, mais aussi une des solutions face à l'inflation et à la guerre en Ukraine.

L'issue des AG des grandes institutions financières est sans équivoque : la plupart d'entre elles renient leurs propres engagements à être moteur de l'action climatique et aucune n'est prête à façonner un autre monde à travers leurs financements en adoptant les mesures qui s'imposent sur les énergies fossiles. Une question demeure : ont-elles jamais été sincères ou est-ce du greenwashing depuis le début ?

Lucie Pinson
Fondatrice et Directrice Générale, Reclaim Finance

LES INFOS À NE PAS RATER



AG de TotalEnergies : les investisseurs complices du chaos climatique

Lors de l'assemblée générale de TotalEnergies du 25 mai, tenue à huis clos en raison d'une forte mobilisation de militants pour le climat, 88,9% de ses actionnaires ont approuvé le plan climat de l'entreprise.

[EN SAVOIR PLUS](#)



BNP Paribas : des



Scor dévoile sa timide

avancées trop timides sur le climat

BNP Paribas a annoncé de nouveaux engagements pour le climat. Malgré des améliorations notables, ces mesures laissent une grande amplitude d'action pour poursuivre ses soutiens aux grandes entreprises diversifiées.

[LIRE L'ARTICLE](#)

politique d'exclusion sur le pétrole

SCOR n'a pas réussi à rattraper ses concurrents, comme Allianz, Swiss Re et Hannover Re, qui ont déjà exclu les nouveaux projets de production de pétrole et de gaz de leurs activités d'assurance.

[LIRE L'ARTICLE](#)

LA SÉLECTION DU MOIS

3 éléments clés pour évaluer les plans climat des gestionnaires d'actifs

Reclaim Finance énumère les critères clés pour des stratégies de décarbonation solides de la part des gestionnaires d'actifs.

Les banques françaises signent un nouveau chèque en blanc à TotalEnergies

12 banques ont accordé un prêt de 8 milliards de dollars à TotalEnergies, la plus grosse transaction financière depuis la signature de l'Accord de Paris.

AG d'Amundi : Amundi va-t-il enfin devenir un géant vert ?

Méconnu du grand public, l'investisseur français est numéro un de la gestion d'actifs en Europe. Il peut ainsi jouer un rôle crucial dans la transition climatique.

AG de Société Générale : l'expansion sans fin du pétrole et du gaz ?

Société Générale a apporté \$34 milliards aux 100 entreprises développant le plus d'énergies fossiles, leur nouvelle politique ne marque pas de changement de trajectoire.

AG de Crédit Agricole : to-do list pour une banque "verte"

En 2021, Crédit Agricole s'engageait à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 compatible avec une trajectoire +1,5°C et s'auto-proclamait "banque verte".

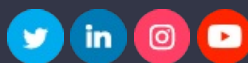
LES DERNIÈRES POLITIQUES

Pétrole et gaz : SOMPO devient le premier assureur japonais à exclure les sables bitumineux et l'Arctique

GIAM aligne sa politique d'investissement dans les énergies fossiles sur celle du groupe Generali

Pétrole et gaz : Allianz place la barre plus haut pour les assureurs européens.

[Soutenir Reclaim Finance](#)



Cet email a été envoyé à {{ contact.EMAIL }}
Vous recevez cette newsletter parce que vous vous êtes inscrit(e) à la liste de diffusion de Reclaim Finance.

[Se désinscrire](#)